Montreuil, le 23/11/2026

Lettre ouverte au ministre de l'action et des comptes publics

LETTRE OUVERTE de la CGT Finances Publiques

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr ✆ : 01.55.82.80.80

• **Suivez-nous sur Instagram ou facebook :** : http://instagram.com @cgt_finances_publiques : @ cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

Monsieur le ministre,

Comme les 95 000 agent·es des Finances publiques nous avons bien reçu votre lettre du 12 novembre 2026.

Vous y évoquez, entre autres, les nombreuses cyberattaques qui ont jalonné l'année 2026 et qui ont profondément affecté les agent·es de la DGFiP. En effet, beaucoup d'entre eux et elles se sont ému·es d'être constamment surveillé·es dans leurs consultations professionnelles, qui sont susceptibles de les conduire en conseil de discipline, alors même que les pirates informatiques se sont servis à quatre reprises dans les données confidentielles des particuliers comme des entreprises, les livrant au plus offrant !

Dans votre courrier, pas un mot sur les violentes et massives suppressions d'emplois ni sur les restructurations NRP1 et NRP2, qui ont conduit à un profond mal être au travail et à un taux de suicides record dans notre administration. Pour votre information, les morts au travail (ou à cause du travail) et les burn-out ne sont pas de la poussière qu'on glisse sous un tapis.

Dans votre courrier, pas une seule réponse aux revendications des agent·es de la fonction publique. Comment pouvez-vous encore les ignorer alors même que la CGT Finances publiques a organisé devant Bercy un « village des services publics » le 8 septembre 2026 ? Sous vos fenêtres monsieur le ministre ! Nous y avions porté des revendications sur l'arrêt des suppressions d'emplois, sur les restructurations et surtout sur le pouvoir d'achat. Pour être sûr·es et certain.es que vous alliez en prendre conscience, nous avons alors cessé le travail les 29 septembre puis les 5 et 17 novembre 2026.

Pendant ce temps là, non seulement vous ne nous écoutez pas mais pire encore vous transmettez ce courrier de remerciement aux agent·es comme une ultime insulte à leur souffrance. Vous pensez vraiment qu'un « merci » va remplir les assiettes ou le réservoir d'essence ? Vous pensez que votre courrier va suffire à calmer la colère des agent·es de la DGFiP ?

Dans la fonction publique, la situation salariale catastrophique des agent·es publics ne cesse de s'aggraver. Ils et elles ont perdu + de 16 % de pouvoir d'achat depuis 2017 et près de 6 % depuis le dernier dégel du point d'indice en juillet 2023. De fait, la fonction publique est en voie de smicardisation généralisée. Avec la hausse du SMIC de 1,6 %, ce sont désormais 1,1 million d'agent·es qui percevront un traitement indiciaire inférieur au SMIC. En catégorie C, un agent peut passer 19 ans au SMIC et en catégorie B, 6 ans. La catégorie A démarre à peine 9 points au-dessus du SMIC ; à terme c'est la reconnaissance des qualifications et le principe même de la fonction publique de carrière qui est remis en cause.

Ce « remerciement », qui fait suite à tant d'autres par des ministres sans aucune prise en compte des revendications des agent·es, est une provocation ! NOUS EXIGEONS :

- une augmentation **immédiate** du point d'indice d'a minima 10 % et son indexation sur l'inflation,
- le rétablissement de la GIPA,
- l'abrogation du jour de carence et le retour à une indemnisation à 100 % des congés de maladie ordinaires,
- une campagne massive d'embauches et la fin des suppressions d'emplois,
- la réouverture des structures de la DGFiP de proximité et de pleines compétences.

Il n'aura fallu à la police nationale qu'une petite heure de manifestation, en toute illégalité, devant l'Élysée pour obtenir satisfaction car, comme nous aimons à le rappeler, de l'argent il y en a dans les caisses de l'État. Nous attendons donc nous aussi la satisfaction immédiate de la totalité de nos revendications.